



JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION 14 FÉVRIER 2020

Puisque nous sommes le 14 février, une journée habituellement dédiée aux amoureux, il convient de commencer par quelques mots d'amour, car l'amour est le cœur de l'humanité.

Il existe mille façons d'aimer. On peut aimer un être passionnément et vivre à ses côtés jusqu'à son dernier souffle. On peut aimer un ou une amie sans sentiments amoureux, comme une sœur ou un frère, On peut aimer « les autres » tout simplement. On peut également aimer son métier.

Et voici une belle occasion, pour nous tous ici rassemblés, de dire à quel point nous aimons également notre hôpital public. Nous l'aimons et nous y sommes attachés parce qu'il est notre outil de travail, mais également parce qu'il est un symbole d'égalité. Dans une société plus inégalitaire que jamais, il nous reconnecte les uns aux autres, car dans l'intimité de la souffrance, de la maladie, et dans les couloirs d'un hôpital, les vies se croisent et se confondent, et il n'existe alors plus, ni de riches, ni de pauvres, mais seulement des âmes dont il faut prendre soin.

Et je voudrais d'ailleurs rendre hommage ici, à tous ceux et celles qui ont participé à sa construction depuis si longtemps déjà, tous ces professionnels qui l'ont fait grandir pour en faire un point fort de cette commune, un atout majeur au centre de la ville, et je voudrais remercier aussi toutes ces femmes et ces hommes qui se battent aujourd'hui pour le maintenir en vie.

Nous voici à nouveau rassemblés dans le cadre d'une journée d'action nationale portée unitairement par de nombreuses organisations et qui est la suite de la mobilisation et du rassemblement que nous avons organisé le 14 novembre dernier.

Depuis cette journée dont la portée fut retentissante au niveau national, la ministre a annoncé des mesures complémentaires qui, certes sont largement insuffisantes, mais démontre que nos luttes peuvent être payantes. Et c'est pourquoi il nous faut lutter encore pour obtenir satisfaction sur l'ensemble de nos revendications (sur lesquelles je reviendrai plus tard).

Aussi, si l'amour est un des plus beaux trésors de nos vies, l'hôpital public est également un précieux trésor. Un trésor que nous tenons entre nos mains, et qui nous appartient, il est notre bien commun. Souvent, nous y naissons, parfois nous y donnons la vie, d'autrefois nous y mourrons.

Aujourd'hui, au-delà du mal être de chacun à travers son expérience professionnelle, c'est le cœur de l'hôpital public qui est en souffrance, pillé peu à

peu par les diktats d'une société déshumanisée où ne compte plus que le profit de quelques-uns au détriment de tous.

Face à cette régression sociale et humaine, nous devons nous unir, rester solidaire et résister pour que notre hôpital ne se brise pas totalement et pour réparer les blessures qu'on lui a infligées, et que l'on inflige par ricochet à toute notre société. **Ces blessures sont les conséquences des politiques de réduction des dépenses publiques de ces dernières années qui nous ont obligé à nous réorganiser sans cesse pour rentrer dans ce cadre budgétaire contraint.**

Notre « déficit » n'est en réalité que la conséquence de ces mesures, une plaie béante qui ne se refermera que lorsqu'auront cessé ces politiques d'austérité qui ne mènent à rien ! Pour preuve, nous avons supprimé plus de 90 postes ces dernières années, fermés des dizaines de lits, réorganisés bon nombre de services, mis en œuvre plusieurs « projets médicaux » et rien n'évolue : **parce que les recettes de l'activité perdue ne sont pas compensées par les économies réalisées par les suppressions de postes et de lits.**

Et lorsqu'une activité a été « abandonnée », il devient alors très difficile de regagner ces « parts d'activité » tout comme il est quasiment impossible de reconstituer les équipes médicales et paramédicales. C'est donc une stratégie perdante !

Nous ne le répèterons jamais assez : l'hôpital n'est pas une entreprise, la santé n'est pas une marchandise, personne ne se lève le matin en se disant « tiens ce matin je vais aller faire un tour à l'hôpital pour y consommer du soin ! ».

De la même manière, il faut entendre que la santé publique n'est pas seulement une dépense publique, c'est de la production publique au service des citoyens, qui participe largement à la création de richesses (en emplois directs et indirects), et c'est un investissement sur l'humain, ce qui reconnaissons-le, semble être une chose en voie de disparition...Il faut également comprendre que ces mesures économiques, ou plutôt cette austérité imposée, ne provient pas du fait qu'il n'y a plus d'argent mais parce que l'on a décidé de mettre cet argent ailleurs !! Je veux parler des exonérations de cotisations sociales massives faites notamment aux grandes entreprises, qui coûtent très cher à notre Sécurité Sociale et dont l'efficacité reste à démontrer...

C'est donc un cri d'alarme que nous lançons ici, le CH du Forez souffre de ces blessures tant et si bien que le personnel en est rendu malade. Ainsi, certains d'entre nous n'ont plus la force de continuer et préfère abandonner leur vocation initial pour d'autres horizons, bien souvent à contre cœur, parfois écoeuré de constater l'inhumanité à laquelle ils se trouvent confrontés.

Pourtant, malgré tous les coups encaissés déjà, et sans vouloir assombrir encore le tableau, il semble qu'il se trame encore un énième plan de retour à l'équilibre puisque comme il a été annoncé dans la presse, nous sommes ENCORE « en déficit »...nous devons alors encore résister mais nous n'y parviendrons pas tout seul dans notre coin ! C'est pourquoi il est important de s'inscrire dans ces actions nationales unitaires et de soutenir ces initiatives.

Comment guérir la folie absurde de ces dirigeants qui voudraient faire de notre hôpital une « entreprise performante et financièrement équilibrée, (pour ne pas dire rentable) », comment raisonner ces administrateurs technocrates dont les

indicateurs ne sont pas des indicateurs de performance médicale, mais des indicateurs de performance de durée moyenne de séjour, parce que ce qui compte avant tout désormais, c'est que les patients sortent rapidement pour limiter les coûts d'hébergement...et faire tourner nos lits pour plus de rendement !

Alors comment casser ce cadre glauque et morose ? Et bien en résistant avec nos armes. Et l'histoire sociale de notre pays démontre que les armes les plus efficaces, ce sont nos idées, c'est-à-dire nos revendications, c'est aussi notre nombre, c'est-à-dire le rapport de force. Et c'est en combinant les deux et en portant massivement et collectivement ces revendications dans un rapport de force le plus larges possible que nous gagnerons, comme nos aînés ont su le faire à d'autres moments de notre histoire.

Ces revendications sont toujours les mêmes : réclamer au gouvernement l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de santé et de l'action sociale avec le Premier Ministre et le Président de la République, seuls capables de débloquent la situation. Nous exigeons les mesures immédiates qui permettront d'endiguer l'hémorragie qui met en péril l'hôpital public, fleuron de notre système de santé. Nous réaffirmons aujourd'hui notre volonté d'avancer ensemble avec au cœur de nos préoccupations la qualité et la sécurité d'accueil et de soins de nos concitoyens, cela passe par des nécessaires mesures d'améliorations des conditions de travail de tous les personnels et également la prise en compte des besoins de la population.

Si, suite à nos dernières mobilisations la ministre a lâché près de 500 millions €, il n'en demeure pas moins que les réponses demeurent insuffisantes et les demandes identiques, notamment : **arrêt des fermetures de lits et de services et la réouverture de lits où cela s'avère nécessaire, augmentation de l'ONDAM à hauteur des dépenses de santé (c'est-à-dire augmenté de 4,4%), recrutement immédiat de professionnels supplémentaires, notamment dans les EHPAD, permettant d'obtenir un ration d'un soignant pour un résident, la reconnaissance et la revalorisation générale des carrières notamment en début de carrière se traduisant par une augmentation de salaire, le maintien des catégories actives, l'égalité d'accès et de prise en charge de qualité pour la population à partir des besoins du territoire**

Bien sûr ce n'est pas qu'une question de moyens financiers, il existe une réelle problématique de recrutement médical, mais notre hôpital serait sûrement plus attractif s'il ne traînait pas avec lui sa casserole déficitaire !

Pour conclure ce propos, je reviendrai sur l'espoir que suscite le mouvement social actuel qui se dessine et qui ne se limite pas à quelques sujets individualisés mais dont le fonds consiste à réfléchir à notre modèle de société. Dans le contexte actuel où il apparaît désormais évident que le changement climatique est avéré, c'est une nouvelle ère qui commence, une période dont les changements risquent d'impacter fortement et durablement nos vies.

Si ce contexte peut paraître très anxiogène, il a le mérite néanmoins de remettre au cœur des débats une valeur, que porte notamment la CGT depuis toujours, l'intérêt général : il convient désormais de réfléchir collectivement à la manière de préserver notre environnement pour pouvoir continuer de vivre.

L'hôpital public, c'est un peu le même combat, il s'agit de préserver notre service public hospitalier pour pouvoir soigner nos frères, nos sœurs, nos parents, tous ceux que nous aimons, pouvoir se soigner et continuer de vivre. La retraite aussi c'est le même combat, c'est comment une société s'organise collectivement pour permettre à nos parents, nos proches et nous-mêmes de pouvoir vivre dignement notre retraite après une vie de travail.

Tout cela, c'est ce que l'on appelle la protection sociale, et elle ne peut exister et assumer ses ambitions sociales que si les richesses créées par le travail sont partagées, c'est l'œuvre de la Sécurité Sociale mise en place par le CNR et Ambroise CROIZAT, et c'est notre Sécurité Sociale par son système de cotisations sociales qui le garant de ce partage, la Sécurité Sociale c'est la plus grande machine à partager les richesses, et nous devons la protéger et la renforcer plus que jamais !

La France ne manque pas de moyens pour mettre en œuvre une refondation de notre service public hospitalier, et un projet de Sécurité Sociale ambitieux, c'est une question de volonté et de choix politique, le choix d'une société juste et solidaire.

Et nous ne devons jamais renoncer de croire que cette lutte nous mènera vers des jours meilleurs, qu'elle vaut la peine d'être menée pour notre hôpital public, pour le CH Forez, pour nos services publics et pour l'intérêt général. Parfois on peut perdre un combat, une lutte, on peut la gagner aussi, mais une chose est certaine : les combats perdus d'avance sont ceux que l'on ne mène pas !

Avec la CGT et avec tous ceux qui le souhaitent, nous continuerons ce combat et nous ne lâcherons pas, parce que nos vies valent plus que leurs profits !